

## La Bolivie en transformation: Pluri-nation, décolonisation et autonomie

Stéphanie Rousseau \*

Depuis le mois d'août 2006, les Boliviens ont entamé le difficile processus de réécrire la constitution du pays, à travers l'élection de 255 représentants élus au suffrage universel pour former une Assemblée constituante<sup>1</sup>. Ces élus doivent produire une nouvelle Constitution pour le mois d'août 2007, un document qui sera ensuite soumis à l'approbation du peuple par voie de référendum. Les enjeux sont énormes si on considère la portée des propositions qui ont été formulées par de multiples acteurs sociaux et politiques, et ce depuis bien avant la mise sur pied de cette Assemblée. En effet, en 1990 déjà, une des organisations autochtones importantes du pays avait pour la première fois revendiqué la tenue d'une Assemblée constituante<sup>2</sup>. Cette demande populaire s'est par la suite généralisée pour atteindre un niveau de légitimité sans

précédent à partir des années 2000. Reconnaissance de nations autochtones, autonomie départementale, contrôle sur les ressources naturelles, renouvellement des institutions de l'État, tous ces sujets sont au cœur des débats nationaux de façon quotidienne depuis le mois d'avril dernier, alors que les élus à l'Assemblée ont commencé à ordonner, synthétiser et discuter les propositions reçues de partout au pays.

Dans les lignes qui vont suivre, nous tenterons de dégager les principaux points en litige en les rattachant au contexte plus général de l'élection du MAS (*Movimiento al Socialismo*) et de son chef Evo Morales à la tête du pays en décembre 2005. Cette élection marque en effet une rupture majeure dans l'histoire politique de la Bolivie, et le fait que l'Assemblée constituante soit formée de représentants issus de listes partisans implique que celle-ci soit nécessairement le lieu de l'expression du projet du MAS, et de l'opposition que celui-ci suscite au sein de divers secteurs.

Avant de poursuivre, nous nous permettons de suggérer quelques raisons qui font de la Bolivie un cas particulièrement intéressant pour l'analyse de la démocratisation et de la

\* Professeure, département de sociologie, Université Laval.

<sup>1</sup> À noter la présence de 87 femmes élues, soit plus de 30%. La Présidente de l'Assemblée, Silvia Lazarte, est une dirigeante paysanne autochtone provenant de la *Federación Nacional de Mujeres Campesinas Bartolina Sisa*, qui a depuis peu changé son nom pour devenir la *Federación Nacional de Mujeres Campesinas, Indígenas Originarias Bartolina Sisa*.

<sup>2</sup> Il s'agit de la Central de Pueblos Indígenas del Beni, qui a réalisé la Marche pour le Territoire et la Dignité en 1990. Cette organisation s'est par la suite joint à la CIDOB, Confédération des Peuples Indigènes de Bolivia, qui regroupe les Peuples autochtones de la partie orientale du pays (terres basses).

construction de la citoyenneté dans les Amériques. Comme plusieurs de ses voisins, la Bolivie a vécu un cycle de mobilisations populaires majeures liées notamment aux inégalités sociales croissantes résultant des politiques néolibérales. En Bolivie, ces mobilisations se sont accentuées considérablement entre l'année 2000 et l'élection d'Evo Morales à la fin de 2005. Des acteurs sociaux de différentes provenances—mouvements des secteurs urbains défavorisés, producteurs de coca, mouvement paysan-autochtone, étudiants—ont menés des luttes principalement autour du contrôle des ressources naturelles (eau, gaz naturel), mais en fin de compte exigeant le remplacement des dirigeants gouvernementaux. À travers des affrontements souvent violents, parfois mortels, avec les forces de l'ordre, ces mouvements ont engendré la démission de 2 présidents en deux ans et porté au pouvoir un nouveau parti, le MAS, avec plus de 50% des suffrages au premier tour. De ce cycle de mobilisation a surgi la possibilité réelle de revoir de fond en comble les fondements du pacte socio-politique de l'État bolivien, les partis politiques « traditionnels » étant forcés par le peuple à céder la place à de nouveaux acteurs et, éventuellement, de nouvelles institutions.

La Bolivie se présente donc comme un cas de renouvellement « par le bas » de la classe politique, un processus qui s'accompagne non pas par la rupture de l'ordre démocratique, mais bien plutôt par une demande d'approfondissement de la démocratie. La particularité du contexte actuel de redéfinition de l'État et de la démocratie bolivienne consiste dans la centralité des sujets autochtones comme acteurs autonomes, ceux-ci exigeant la remise en question, à tout le moins partielle, du régime républicain libéral institué au XIXe siècle après l'indépendance bolivienne. L'ethnicisation de la politique engendre en effet toutes sortes de conséquences dans un pays où le racisme est intrinsèque aux relations sociales depuis

l'arrivée des Espagnols en terre « indienne ».

### Un État plurinational?

Un des enjeux centraux au cœur des débats qui animent l'Assemblée constituante est celui de la reconnaissance et des pouvoirs à accorder aux peuples autochtones dans le cadre de la refonte de l'État. En se basant sur les résultats des années de lutte autant sur la scène internationale que nationale, le mouvement autochtone réclame la mise en place d'un État plurinational, reconnaissant le droit à l'autodétermination de tous les peuples autochtones et afro-descendants à l'intérieur du territoire bolivien. Le *Pacto de Unidad*, coalition des principales organisations autochtones et paysannes, présente ainsi la formule la plus radicale de transformation de l'État-Nation bolivien<sup>3</sup>. Dans son tout dernier document de propositions pour la nouvelle Constitution, il propose un « État unitaire plurinational communautaire » fondé sur la reconnaissance des nations et peuples autochtones et afro-descendants, la population métisse n'y étant pas décrite comme formant une nation en tant que telle mais plutôt comme une « population culturellement diverse »<sup>4</sup>. L'octroi du statut de nation aux peuples autochtones est réclamé pour permettre la restitution de territoires ancestraux, l'autogouvernement sur ces territoires, et le pluralisme juridique, politique, culturel et linguistique<sup>5</sup>.

---

<sup>3</sup> Le Pacte d'Unité est formé des organisations suivantes: Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Qullasuyu (CONAMAQ), la Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia (CIDOB), la Confederación Sindical de Colonizadores de Bolivia (CSCB), la Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia (CSUTCB), la Federación Nacional de Mujeres Campesinas, Indígenas Originarias Bartolinas Sisa (FNMCIOSB "BS"), el Movimiento Cultural Afrodescendiente, la Asociación Nacional de Regantes y Sistemas Comunitarios de Agua Potable (ANARESCAPYS), la Coordinadora de Pueblos Étnicos de Santa Cruz (CPESC).

<sup>4</sup> *Propuesta consensuada de Constitución política del Estado boliviano*, Pacto de Unidad, 23 mai 2007.

<sup>5</sup> Dans sa proposition constitutionnelle, le Pacte d'Unité inclut aux afro descendants dans la catégorie des "peuples pré-existants" bénéficiant du droit à l'auto-détermination, ce qui peut paraître curieux.

Le *Pacto de Unidad* demande ainsi que 35 langues soient reconnues comme langues officielles de l'État bolivien (34 langues autochtones ainsi que l'espagnol), et que l'État protège et favorise le développement de ces langues dans les régions et territoires où elles sont parlées par la majorité. De plus, le pluralisme juridique forme une des revendications les plus importantes et les plus controversées puisqu'il s'agit de reconnaître des systèmes de justice communautaire autochtone à statut égal à celui de la justice ordinaire. L'harmonisation des champs de compétences et des mécanismes de coordination entre ces deux types de justice représente un travail gigantesque mais perçu par les autochtones comme essentiel pour mettre fin aux siècles de discrimination en matière d'accès à la justice et de traitement égal devant la loi. Enfin, au plan politique, le *Pacto de Unidad* exige la reconnaissance des us et coutumes concernant la nomination ou l'élection des autorités communautaires, c'est-à-dire la possibilité de ne pas suivre les modalités électorales de la démocratie libérale représentative pour ce qui est de l'organisation politique des territoires autochtones (et afro descendants éventuellement).

Plusieurs de ces éléments font présentement l'objet de débats houleux, tant au sein de l'Assemblée constituante que dans les médias. On peut souligner en premier lieu la fameuse question de la reconnaissance du statut de nation à certains peuples autochtones. Il n'existe pas à date de consensus à cet effet, ni sur la validité de cette reconnaissance en tant que telle, ni sur une définition permettant de déterminer lesquels de ces peuples pourraient éventuellement en bénéficier. Par ailleurs, l'adéquation nation/territoire est hautement problématique quand on pense notamment au peuple aymara, dont certains leaders réclament la reconstitution de l'ancien *Qollasuyu* (une partie de l'ancien territoire inca), occupé aujourd'hui non seulement par des aymaras mais par des métisses. Bien que certains peuples autochtones aient

effectivement déjà reçu des droits territoriaux en vertu de la réforme constitutionnelle de 1994, ceux-ci sont situés dans la partie orientale du pays (Amazonie), sont beaucoup moins nombreux et plus isolés.

Un autre argument invoqué par les opposants à ce projet tient dans la contradiction éventuelle entre une forme étatique unitaire et le plurinationalisme. Étant donné que le statut de nation est associé à l'auto-détermination et à l'auto-gouvernement, certains prétendent que la forme fédérale ou confédérale serait plus appropriée que la forme unitaire, tout en s'opposant vivement à cette formule qui viendrait en quelque sorte menacer l'unité du pays, selon les dires des critiques. D'autres invoquent cependant des exemples de décentralisation et de déconcentration du pouvoir très avancé à l'intérieur d'États unitaires, susceptibles d'être imités par la Bolivie<sup>6</sup>.

Plus fondamentalement, une partie des opposants au projet du *Pacto de Unidad* rejettent ce qu'ils qualifient « d'État ethnique », fondé selon eux sur une essentialisation de l'identité ethnique et l'introduction d'un régime de citoyenneté différencié. On se questionne à savoir s'il s'agit d'un projet de communauté politique post-moderne (reconnaissance de toutes les identités) ou au contraire pré moderne (hiérarchie de statuts), arguant que la modernité implique la reconnaissance de l'égalité des droits de chaque individu et la neutralité de l'État face aux identités de tout type. D'autres au contraire, tels que les auteurs du dernier *Rapport sur le développement humain en Bolivie*, prennent vigoureusement position pour un État qui reflète dans sa structure et ses institutions la pluralité culturelle et ethnique du pays<sup>7</sup>. La

<sup>6</sup> Voir à ce sujet le débat entre Jorge Lazarte et Franz Xavier Barrios Súbela, dans l'hebdomadaire bolivien *PULSO Semanario*, mois de mai 2007.

<sup>7</sup> Voir à ce sujet le débat entre George Gray et Fernando Molina, dans l'hebdomadaire bolivien *PULSO Semanario*, mois de mai 2007. Voir également "El Estado del Estado",

préoccupation du mouvement féministe et d'autres acteurs réside autour de l'articulation entre droits individuels et droits collectifs<sup>8</sup>.

La confusion encore grande à propos de cet État plurinational ou de cette pluri-nation ne facilite pas l'adhésion des secteurs métis<sup>9</sup>. La réforme constitutionnelle de 1994 avait pour la première fois introduite la reconnaissance de la nature multiculturelle et pluri-ethnique de la Bolivie, permettant quelques politiques publiques d'action positive en faveur des peuples autochtones. Plusieurs préfèrent encore parler de multiculturalisme pour évoquer une reconnaissance de la diversité ethnique et culturelle sans pour autant céder au plan des pouvoirs politiques collectifs. Le projet du MAS va beaucoup plus loin. Le vice-président de la Bolivie, Alvaro García Linera, lui-même métis mais un des sociologues les plus actifs dans le développement de la pensée révolutionnaire indigéniste contemporaine, souligne dans une entrevue donnée à la Revue *Nueva Sociedad*, la difficulté de l'élite traditionnelle à reconnaître la réalité du nouveau pouvoir autochtone. Cette difficulté réside dans le mythe encore bien vivant introduit par la Révolution de 1952, qui visait l'assimilation de la population autochtone à la société dominante métis par le biais de son intégration dans des organisations de type syndical et l'octroi des droits politiques modernes. Pendant cette période qui se poursuit jusqu'à l'introduction des réformes néolibérales à partir de 1985, il est impossible de distinguer Patrie et Nation, affirme García

Linera. Alors qu'aujourd'hui, la « co-existence de diverses nations sous un même toit » est inéluctable selon lui, les autochtones s'étant organisé et ayant développé un discours d'autonomie culturelle et politique<sup>10</sup>. Ce qui implique un partage du pouvoir et de nouvelles règles du jeu, au grand dam de l'ancienne élite dirigeante du pays.

Le MAS (*Movimiento al Socialismo*), qui dirige maintenant le pays et contrôle la majorité des sièges de l'Assemblée constituante (137 sur 255), a adopté la plateforme du *Pacto de Unidad* en ce qui concerne les grandes lignes de l'État unitaire plurinational communautaire. Les organisations unies sous la bannière de ce Pacte sont parmi les secteurs les plus prédominants à l'intérieur du MAS, lui-même fondé sur une alliance entre divers mouvements sociaux autochtones et non-autochtones. Cette vision de pays représente pour les dirigeants une des facettes du processus de « décolonisation » en cours depuis l'accession au pouvoir d'Evo Morales en 2006. Il est fréquent d'entendre dans les discours des autochtones des critiques des pratiques et institutions « occidentales », souvent associées indistinctement au néolibéralisme, à l'individualisme exacerbé et à la destruction de l'environnement. On prétend donc, en redonnant aux communautés autochtones le pouvoir de s'autogouverner, de se faire justice, et de se développer suivant divers modes d'organisation économique (communautaire, solidaire, capitaliste), renverser la hiérarchie sociale établie à partir de la colonisation et reformuler les valeurs sociétales fondamentales autour des coutumes autochtones actuellement pratiquées informellement et/ou à reformuler.

---

*Informe sobre el Desarrollo Humano en Bolivia 2007*, La Paz: PNUD-Bolivie, 2007.

<sup>8</sup> Voir les documents et la plateforme de *Mujeres Presentes en la Historia*, disponible en ligne à : <http://www.mujeresconstituyentes.org/> (dernière visite 2 juin 2007).

<sup>9</sup> L'identité « métisse » n'est pas sujette à une définition claire ni précise. Soulignons cependant que dans le dernier recensement bolivien, en 2001, 62% de la population se définissait comme appartenant à un des 33 peuples autochtones spécifiés dans l'enquête. Voir Xavier Albó, « Cuoteo étnico: ¿Si o no? », disponible en ligne à : [http://www.geocities.com/laserna\\_r/albo.html](http://www.geocities.com/laserna_r/albo.html) (dernière visite 1er juin 2007).

---

<sup>10</sup> « Las reformas pactadas », Entrevue avec Álvaro García Linera, Revue *Nueva Sociedad*, no.209, Mai-Juin 2007.

## Les autonomies : quelles autonomies?

Le MAS propose de mettre en œuvre le projet de l'État plurinational à travers la reconnaissance de différents niveaux d'autonomie gouvernementale : le niveau départemental, reconnaissant par-là l'existence actuelle des neuf départements du pays; le niveau régional, à l'intérieur des départements; le niveau municipal, où une décentralisation importante a été mise en œuvre à partir du milieu des années 90; et au niveau des territoires autochtones à reconnaître. Les autonomies départementales représentent une demande centrale des 4 départements dits « de la *Media Luna* », c'est-à-dire de la partie orientale du pays, dont Santa Cruz, le département le plus économiquement développé de la Bolivie. Cette demande est née en réaction à la montée du nationalisme autochtone et a acquis une légitimité difficilement contournable grâce au Référendum de 2006, au cours duquel les citoyens devaient se prononcer sur l'opportunité de tenir une Assemblée constituante de même que sur leur volonté de voir leur département devenir « autonome » (sans que ce statut autonome soit défini clairement). Une proportion prédominante de la population des départements de la *Media Luna* a voté pour l'autonomie, le gouvernement de Morales décidant alors de transférer le débat sur la forme de ces autonomies à l'intérieur de l'Assemblée constituante.

L'opposition est menée par le parti PODEMOS (Nous pouvons), qui rejette les autonomies régionales et autochtones, n'acceptant que l'autonomie départementale et la possibilité d'accroître l'autonomie des gouvernements municipaux. Cette position reflète notamment la volonté des départements de la *Media Luna* de préserver et d'accroître leur capacité à orienter le développement économique basé sur l'agrobusiness et l'exploitation des principales réserves de gaz naturel et de pétrole, concentrées dans ces départements. Derrière ces velléités on retrouve aussi un

rejet total du nationalisme autochtone en tant que projet culturel et politique, la réalité autochtone de l'Orient se traduisant par des concentrations beaucoup plus faibles de populations autochtones. Diverses organisations dont les comités civiques des 4 départements de la *Media Luna*, et un organe de frappe que certains qualifient de fasciste, la *Unión Juvenil Cruceñista*, sont mobilisés pour faire valoir l'autonomie départementale et pour empêcher que celle-ci ne soit « diluée » par la mise en place d'autres types de gouvernements autonomes, au plan régional ou autochtone. L'élite de Santa Cruz en particulier brandit l'étendard d'un nouveau nationalisme, celui de la Nation Camba, qui a donné lieu à la formation de différents mouvements dont certains vont beaucoup plus loin que de réclamer l'autonomie départementale, en postulant une opposition fondamentale entre la partie occidentale, associée aux autochtones aymaras et quechuas, et la partie orientale, dite métisse et moderne<sup>11</sup>.

---

<sup>11</sup> Par exemple, sur le site du *Movimiento Nación Camba de Liberación*, on peut lire: "En la Bolivia de hoy conviven conflictivamente un conjunto de nacionalidades no reconocidas por el Estado, [...] donde cada una de ellas ha logrado definir su propia personalidad nacional, su propio carácter nacional y su propio estilo de desarrollo. En general, se conoce a Bolivia como un país fundamentalmente andino, encerrado en sus montañas, una especie de Tibet Sudamericano constituido mayoritariamente por las etnias aymará-queschua, atrasado y miserable, donde prevalece la cultura del conflicto, comunalista, pre-republicana, iliberal, sindicalista, conservadora, y cuyo centro burocrático (La Paz) practica un execrable centralismo colonial de Estado que explota a sus "colonias internas", se apropia de nuestros excedentes económicos y nos impone la cultura del subdesarrollo, su cultura. Pero también existe otra "Nación" no oficial y que representa más del 30% de la población y se asienta sobre un territorio predominantemente constituido por selvas y llanuras [...] y que constituye más del 70% del territorio nacional [...] cuya cultura mestiza proviene del cruzamiento de hispanos y guaraníes. Su Índice de Desarrollo Humano (IDH) es el más alto de Bolivia y se halla por encima del promedio de América Latina. Su analfabetismo no excede el 7%, y desde el punto de vista productivo, es el quinto productor mundial de soja. En la ciudad de Santa Cruz de la Sierra, (1.2 millones de habitantes), se realizan más de 600 eventos internacionales al año, lo que demuestra su amplia e indiscutible inserción en el mundo globalizado. Constituye "la otra versión" de Bolivia y cuyo Movimiento aspira a lograr la autonomía radical de esta nación oprimida." (<http://www.nacioncamba.net/quienesomos.htm> dernière visite le 1er juin 2007).

## Un processus qui déchire le pays

Depuis quelques années, on observe des affrontements violents entre citoyens boliviens, c'est-à-dire sans que les forces de l'État soient impliquées dans le déclenchement de ceux-ci. Partisans de l'autonomie départementale ou encore de la Nation Camba, s'affrontent aux partisans de l'autonomie des peuples autochtones représentés par le MAS. Le pire cas s'est déroulé au mois de janvier 2007, dans la ville de Cochabamba, où des milliers d'habitants de la campagne environnante, sympathisants du MAS, se sont battus contre des milliers de jeunes de la classe moyenne urbaine, chaque groupe se défendant et attaquant aux poings et à bâtons. Avec pour résultat la mort de deux personnes et plusieurs blessés, ainsi qu'un traumatisme qui se ressent encore aujourd'hui. À la base du conflit, la volonté du préfet, membre de l'opposition, d'organiser un autre référendum sur l'autonomie départementale, alors que le département de Cochabamba s'était prononcé majoritairement contre lors du Référendum de 2006. En réaction, le MAS appela ses sympathisants à se mobiliser et à encercler la préfecture, ce qui fut suivi de l'incendie de cette dernière et du déclenchement des hostilités entre citoyens.

Depuis ce lamentable épisode de violence, l'appui d'une partie de la classe moyenne—essentiellement métisse-- au projet du MAS se trouve ébranlée. C'est pourtant grâce à l'appui de cette classe moyenne urbaine que le MAS a pu emporter les élections de 2005 avec un si haut pourcentage des suffrages. La fragilité de l'appui de cette classe moyenne tient aussi à son hésitation à appuyer le projet de création d'un État fondé sur les différences ethniques. « Où sommes-nous, nous les métisses, dans cet État plurinational? » entend-on répéter fréquemment<sup>12</sup>.

<sup>12</sup> Entrevues de l'auteure avec des élus à l'Assemblée constituante, des universitaires et des professionnels, à Sucre, La Paz et Cochabamba, mai 2007.

Les tensions sont vives également à l'intérieur du MAS en ce qui concerne différentes questions liées au contrôle des ressources naturelles. Le *Pacto de Unidad* réclame que les ressources naturelles renouvelables se trouvant sur les territoires autochtones soient déclarées comme propriété autochtone, alors que les dirigeants du MAS tiennent à préserver le contrôle exclusif de l'État sur toutes les ressources naturelles. Cette question fait partie de l'agenda plus large de nationalisation des ressources naturelles, centré sur les hydrocarbures, mais auquel la gestion de l'eau notamment n'échappe pas. Les dirigeants du MAS souffrent déjà des effets de leur politique de nationalisation des hydrocarbures qui, selon certains secteurs, n'a pas respecté la volonté populaire exprimée lors du Référendum de 2004 sur cette question. Bien que les résultats du référendum soient difficiles à interpréter correctement étant donné la formulation des questions<sup>13</sup>, il est clair que la décision du MAS de poursuivre l'exploitation et l'exploration des ressources hydrocarbures en partenariat avec des entreprises privées étrangères ne plaît pas aux secteurs populaires les plus radicaux, notamment dans la ville d'El Alto, lieu des mobilisations les plus réprimées en 2003<sup>14</sup>. Du point de vue des spécialistes en questions énergétiques cependant, les compétences techniques et le capital des entreprises étrangères sont essentiels au développement du plein potentiel productif de la Bolivie en matière d'hydrocarbures.

## Poursuivre la « révolution démocratique »

Afin de réaliser son projet de « révolution démocratique », le MAS a besoin de temps. D'abord pour poursuivre une série de programmes déjà entamés tels que, par

<sup>13</sup> Voir S. Rousseau, "La Bolivie en chantier politique: Vers la Constituante de 2005", *Chronique des Amériques*, n. 04-41 (décembre 2004).

<sup>14</sup> Entrevues de l'auteure avec des dirigeantes associées à la Fédération des *juntas vecinales* (FEJUVE) lors de la "Guerre du gaz de 2003". El Alto, mai 2007.

exemple, la campagne d’alphabétisation massive visant l’éradication totale de l’analphabétisme, les crédits au logement populaire, la reconversion des vendeurs de vêtements usagés importés en producteurs de vêtements, etc. Ensuite, pour mettre en place la structure politique et sociale qu’il envisage; une structure qui considère comme base légitime du pouvoir souverain l’ensemble des organisations sociales représentant les secteurs populaires, autochtones, paysans, et autres. Ces dernières devant ainsi posséder la capacité d’exercer un contrôle sur les trois pouvoirs classiques de l’État moderne (Exécutif, Législatif, Judiciaire). Le vice-président García Linera en particulier se fait l’apôtre d’un « gouvernement des mouvements sociaux », qui s’incarnerait selon le projet du MAS à travers un « Quatrième Pouvoir », sorte d’assemblée des mouvements sociaux possédant la capacité de veiller au respect de la Constitution par les organes de l’État. Le MAS propose également l’élection des magistrats afin d’enrayer ce qu’il considère comme la corruption endémique du pouvoir judiciaire. Une autre dimension de la nouvelle structure envisagée par le MAS— du moins par le *Pacto de Unidad*— concerne l’introduction d’une représentation des peuples autochtones en tant que tels au sein du pouvoir législatif, dans la suite logique du projet de pluri-nationalisme.

Afin de mettre en œuvre tous ces changements qui découleront éventuellement de l’adoption d’une nouvelle Constitution, le MAS a également besoin que soit reconnue la possibilité pour le Président de briguer les suffrages pour un deuxième mandat. Evo Morales est en effet un élément central dans la capacité du MAS de conserver un minimum de cohésion, sa popularité étant sans égal parmi la classe dirigeante. Étant donné la nature du MAS, qui est une coalition d’organisations sociales de force et de nature distinctes, les positions sont constamment négociées, au fur et à mesure, ce qui explique que jusqu’à maintenant, le MAS n’a pas soumis de

document officiel détaillé concernant une proposition de nouvelle Constitution.

Alors que l’Assemblée siège depuis maintenant 10 mois, et qu’il ne lui reste que moins de deux mois pour que chacune des 21 Commissions produise un rapport et que ces rapports soient débattus en Plénière, plusieurs envisagent déjà une prolongation des travaux. Cette dernière semble presque inévitable si on considère par exemple que la Commission « Vision de pays », chargée de produire les grandes lignes fondatrices du nouveau Pacte social bolivien, est divisée en trois groupes ayant produit chacun une proposition d’articles. On retrouve ce même niveau de division dans la majorité des Commissions et le pire scénario qu’on prévoit est celui de porter en référendum national les articles sur lesquels il n’y aura pas eu de consensus possible à l’intérieur de la Plénière<sup>15</sup>. Étant donné les tensions vives et les enjeux majeurs débattus à cette Assemblée, le tout se jouera sans doute dans les mains du peuple bolivien, mais dans quel contexte?

---

<sup>15</sup> Les articles sont adoptés à la majorité pendant toutes les étapes du processus, jusqu’à la dernière étape en Plénière, où les 2/3 des voix sont requises.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM).